



Pour faire de Bercy et des institutions économiques et financières des outils au service du développement et de l'emploi industriels

La Fédération des Finances CGT participera à la manifestation nationale à Paris du 22 octobre 2009

Alors que la crise ne cesse de s'aggraver et que le chômage ne cesse de progresser, les actionnaires et les dirigeants des plus grandes entreprises poursuivent les processus de restructuration (fermetures, délocalisations,...), s'approprient une part toujours plus grande de la valeur ajoutée produite, détruisent des milliers d'emplois...

Dans le même temps, les fonds publics mobilisés au profit du patronat, sans engagement réel et sérieux dans les domaines de l'emploi, de la formation professionnelle ou encore des rémunérations versées, sont de plus en plus importants qu'il s'agisse des exonérations et des allègements au titre des cotisations sociales et des impôts.

A l'opposé des politiques publiques et patronales mises en œuvre et dont l'objectif consiste à faire payer la facture de la crise économique et sociale aux salariés, aux privés d'emploi, aux retraités, la CGT :

- Formule des revendications et des propositions alternatives.
- Travaille à la construction de processus d'actions pour imposer la prise en compte de ce corpus revendicatif.

D'ores et déjà, grâce aux mobilisations unitaires des salariés, dans leurs dimensions interprofessionnelles, professionnelles et territoriales, de premiers succès sont enregistrés pour le maintien des activités et de l'emploi industriels.

Il relève de la responsabilité des pouvoirs publics et du patronat :

- D'instaurer une Sécurité Sociale Professionnelle, composante essentielle d'un nouveau statut du travail salarié, garantissant aux salariés, y compris entre différents emplois, le maintien du contrat de travail, de la rémunération, des droits à la protection sociale, à la formation professionnelle...
- De procéder à une revalorisation significative du pouvoir d'achat des salariés, quelque soit le statut de ces derniers, des privés d'emplois et des retraités.

Dans le même temps, il s'agit de mobiliser toute une série d'outils publics au service de la construction d'une société du plein emploi, de la satisfaction des besoins sociaux et du développement durable.

C'est tout le sens de la bataille menée aux Finances, par la CGT, sa fédération des Finances et ses syndicats.

Il s'agit notamment :

- De faire des ministères constitutifs de Bercy (Ministère du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi) et des institutions économiques et financières semi-publiques (des outils au service d'une telle construction.
- De procéder à une réforme fiscale et à la mise en œuvre d'une politique monétaire et du crédit sanctionnant la financiarisation de l'économie et favorisant le développement des activités et de l'emploi, de l'investissement productif, de la formation professionnelle, de la recherche...
- De créer les conditions d'un contrôle et d'une évaluation publique de l'efficacité et des modalités d'utilisation des fonds publics alloués aux entreprises.
- De garantir et de développer des statistiques publiques indépendantes permettant de mesurer les effets produits par les politiques publiques et patronales, produire les études nécessaires dans leurs dimensions internationales, européennes, nationales et locales pour analyser et planifier dans le temps les réponses aux besoins.
- De créer un pôle financier public composé d'établissements comme la Banque de France, la Caisse des dépôts et consignations, le Crédit Foncier, Oséo, la Banque postale...

Les missions de ce pôle auraient notamment pour vocation de distribuer et de favoriser l'accès au crédit, de fournir des aides et des garanties et même de participer au capital et à la recapitalisation des entreprises confrontés à des difficultés et plus particulièrement les très petites, petites et moyennes entreprises dont le rôle est particulièrement important dans un pays comme le nôtre en termes de développement des activités, de l'emploi et donc de l'aménagement des territoires.

Réforme fiscale, politiques monétaire et du crédit, contrôle et évaluation publics, statistiques publiques, pôle financier public...

...Autant de revendications et de propositions qui montrent bien que les ministères constitutifs de Bercy comme les institutions économiques et financières semi-publiques peuvent et doivent contribuer au développement et à l'emploi industriels...

Des revendications et des propositions sur lesquelles les agents des Finances se mobilisent avec leurs organisations syndicales et plus particulièrement la CGT, sa fédération des Finances et ses syndicats qui participeront à la

***Manifestation Nationale à Paris
Le 22 octobre 2009
Pour le développement industriel et de l'emploi***

RDV à partir de 12 heures Denfert-Rochereau → Place d'Italie → Bercy.